
Le 29-08-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Le maire LR de Villejuif veut récupérer la bourse du travail pour, dit-il, la « rentabiliser » au détriment des organisations syndicales qui y sont logées. Pour le Pardem, cette décision est inadmissible !

Que dire des modestes moyens publics attribués aux syndicats de salariés du Val de Marne quand on sait que chaque jour, les 500.000 salariés travaillant dans notre département produisent, par leur travail, pour environ 180 millions d'euros de contribution au PIB (création de richesse) !

Les salariés subissent chômage, bas salaires, précarité et dureté des conditions de travail tandis que les retraités sont soumis à de modestes pensions. Il y a donc un fort besoin de syndicalisme et de lieux tels que les bourses du travail, pour défendre les intérêts matériels et moraux des salariés.

Le Pardem appelle à la mobilisation contre les lois et ordonnances qui visent à affaiblir le droit du travail. Ne nous y trompons pas : derrière une apparente complexité des ordonnances Macron se cachent 3 principes simples déroulés par le Medef et le gouvernement.

Premièrement, toujours et encore, vieille ficelle capitaliste, réduire la rémunération de chaque heure travaillée. La primauté qui serait donnée aux accords d'entreprises poursuit principalement ce but.

Deuxièmement, discipliner le salariat en facilitant les licenciements individuels et collectifs, et en banalisant les contrats courts.

Troisièmement, soumettre les syndicats et les délégués à un chantage : soit vous serez intégrés, soit vous serez réprimés.

Nous apportons notre total soutien aux organisations syndicales touchées par la décision scandaleuse du maire de Villejuif. Nous voulons que celui-ci face marche arrière.

Mais ce soutien n'empêche pas le discernement politique. Nous avons en mémoire qu'en juin 2011, CFDT, CFTC et CFE-CGC signaient avec le patronat un texte intitulé « approche partagée de la compétitivité ». Un programme néolibéral et européiste appliqué par Hollande et poursuivi par son poulain Macron.

Nous appelons de nos vœux un syndicalisme indépendant du patronat, de l'Etat... et de l'union européenne... donc de la Confédération Européenne des Syndicats. L'UE ne sera jamais une Europe sociale pas plus qu'un char d'assaut n'a vocation à se transformer en char fleuri. Il faut donc que la France sorte de l'UE.

Nombre de syndicalistes ont pris part à la lutte contre les traités européens, de Maastricht, puis

"constitutionnel ", devenu traité de Lisbonne. Nous les invitons, ainsi que les jeunes qui ont un engagement récent dans le syndicalisme, à mener un syndicalisme offensif, indépendant, et à prendre part au développement du Pardem, c'est à dire à prendre parti en faveur des classes dominées.

Créteil, le 28 août 2017

Cette liste est dédiée à transmettre aux journalistes et organes de presse de l'information sur les actions du Parti de la démondialisation (Pardem) en Ile-de-France.

Contact presse : info-idf@pardem.org

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire